

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 13/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAPROCHIM NORMANDIE

Zone Industrielle du Port Angot
Rue Frédéric et Irène Joliot Curie
76410 SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF

Références : UDRD.2023.11.R.37

Code AIOT : 0005801234

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement MAPROCHIM NORMANDIE implanté Zone Industrielle du Port Angot Rue Frédéric et Irène Joliot Curie 76410 SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF. L'inspection a été annoncée le 13/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAPROCHIM NORMANDIE
- Zone Industrielle du Port Angot Rue Frédéric et Irène Joliot Curie 76410 SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF
- Code AIOT : 0005801234
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site MAPROCHIM Normandie est un site logistique disposant d'entrepôts couverts.

Le site est scindé en 2 parties : l'entrepôt P0, classé SEVESO seuil haut, et les entrepôts P3, P4 et P5, classés non SEVESO.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- levée de l'arrêté préfectoral du 06 janvier 2021 ;
- récolement des demandes formulées lors de la visite d'inspection du 19 décembre 2022 ;
- état d'avancement des actions menées par l'exploitant suite à l'inspection POI inopinée du 12 septembre 2023 ;
- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 avril 2023 portant sur le système d'extinction automatique à haut foisonnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.10.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	AP de Mise en Demeure du 06/01/2021, article 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques	Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.3.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Extinction automatique par haut foisonnement	Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte Mesures d'urgence	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.2 de l'annexe non publiable	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 24 octobre 2023 a été l'occasion pour l'inspection des installations classées d'avancer sur la vérification de l'état du système d'extinction automatique du bâtiment classé SEVESO de MAPROCHIM NORMANDIE, en plus de s'intéresser aux suites des précédentes visites et à la levée d'un arrêté préfectoral de mise en demeure datant de janvier 2021.

Devant l'inobservance des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 avril 2023, au vu des enjeux à défendre et en vertu de l'article L 171-7-I-1° du code de l'environnement, **l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de prendre un arrêté préfectoral ordonnant le paiement d'une astreinte journalière.** Cette astreinte journalière doit permettre de garantir le retour en conformité de l'exploitation du site au regard du code de l'environnement pour ce qui relève de l'extinction automatique par haut foisonnement protégeant les marchandises dangereuses stockées au sein du bâtiment P0 classé SEVESO seuil haut.

Les différentes demandes de l'inspection des installations classées depuis fin 2022 pour mener à bien un essai grandeur nature d'envahissement d'une cellule par de la mousse à haut foisonnement a débouché le 03 novembre 2023 à un essai non conforme de concentration à partir des installations du site. Au regard de l'incapacité de l'équipement à atteindre les performances attendues et devant l'urgence à agir, **l'inspection des installations classées a proposé le 20 novembre 2023 à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un arrêté préfectoral de mesures d'urgence dont la notification à l'exploitant a eu lieu le 21 novembre 2023.**

Les constats établis lors de la visite d'inspection ont également permis de proposer à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 janvier 2021 portant sur les bâtiments non SEVESO P3, P4 et P5.

Enfin, cette visite d'inspection prend acte de la nouvelle échéance de remise de la notice de réexamen de l'étude de dangers (EDD) MAPROCHIM NORMANDIE global site dont l'échéance est fixée au 30 juin 2024 dernier délai.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Produit de décomposition des fumées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2023
Prescription contrôlée : <p>Suivant l'échéancier de l'annexe 2 des prescriptions annexées au présent arrêté, l'exploitant intègre dans son plan d'opération interne (POI) les informations permettant de :</p> <ul style="list-style-type: none">• identifier les substances potentiellement émises en cas d'accident ou d'incident et susceptibles de générer des effets toxiques irréversibles en dehors des limites de propriété et atteignant des zones occupées par des tiers (recensées sur la base des conclusions des études de dangers) ou de générer des incommodités fortes sur des grandes distances (issues du retour d'expérience ou identifiées selon la méthodologie définie précisée dans l'annexe 9 du présent arrêté ;• définir les dispositions spécifiques à mettre en œuvre sur site et par l'exploitant lors d'incident/d'accident impliquant ces substances pour limiter autant que possible les émissions (produits inhibiteurs, produits absorbants, pompage rapide des rétentions, ...)
Constats : <p>Par courrier électronique du 07 novembre 2023, l'exploitant a transmis la version 18 (octobre 2023) de son plan d'opération interne (POI) à l'inspection des installations classées. Dans cette nouvelle version, le POI a été enrichi de tableaux récapitulatifs sur les substances émises en cas d'incendie par entrepôts et par cellules.</p> <p>Durant la visite, l'exploitant a expliqué avoir terminé son processus de saisie informatique des fiches de données de sécurité (FDS) pour chacun des produits stockés, permettant ainsi le listing des substances émises en cas d'incendie. Toute réception de nouveau produit fait l'objet d'une saisie de sa FDS afin de garder cette base de données à jour.</p> <p>Par ailleurs, le POI fait à présent apparaître les moyens de prélèvements environnementaux prévus en cas d'accident et notamment les mutualisations avec son voisin classé SEVESO seuil haut BASF.</p> <p><u>Demande n° 1</u> : conformément à la demande de l'inspection du 12 septembre 2023, l'exploitant devra réaliser son prochain exercice POI annuel de concert avec son voisin SEVESO seuil haut BASF. Il s'assurera de la cohérence de son POI avec celui des sociétés voisines SEVESO seuil haut BASF et EUROAPI.</p> <p>L'exploitant doit à présent terminer la désignation des personnels compétents et organismes habilités à mettre en œuvre les moyens de prélèvement et à les analyser selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. Il doit également définir les moyens et méthodes pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement en cas d'accident majeur. Durant les échanges, l'exploitant a expliqué refondre intégralement son POI en 2024. Il devra alors parfaire sa vision sur les derniers sujets à intégrer au plan d'opération interne.</p>

<u>Demande n° 2</u> : l'exploitant devra achever la mise à jour ou la refonte de son POI <u>avant le 29 février 2024</u> en y intégrant les derniers éléments opposables par son arrêté préfectoral du 12 avril 2022 et par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Incompatibilité des produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/07/2023
Prescription contrôlée : <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux « et ne comportent pas de mezzanines ».</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
Constats : <p>Pour élément de contexte, l'inspection des installations classées a constaté lors de sa visite du 19 décembre 2022 l'absence de séparation physique entre les aérosols présents en grande quantité et le reste du stockage dans la cellule dédiée au stockage d'aérosols du bâtiment classé SEVESO seuil haut. Cette situation, bien qu'autorisée par l'arrêté préfectoral du 12 avril 2022, s'opposait alors à la vision de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 qui prévoit une séparation physique entre ces matières.</p> <p>Commentaire de l'inspection n° 1 : compte tenu du document transmis par l'exploitant sur l'étude INERIS de 2000, l'inspection pourrait accepter le maintien de cette situation sans séparation physique sous réserve que le système d'extinction automatique par haut foisonnement dédié à l'extinction d'un départ de feu dans cette cellule soit conforme aux référentiels reconnus, ce qui n'est pas le cas actuellement (la conformité de cet équipement, contrôlé lors de la visite du 24 octobre 2023, fait l'objet de constats de la part de l'inspection au point 5 du présent rapport). En conséquence, l'inspection privilégie toujours la mise en place d'une séparation physique dédiée pour poursuivre le stockage d'aérosols en l'absence de système d'extinction conforme à un référentiel reconnu.</p> <p>L'exploitant veillera par ailleurs à réexaminer sa politique de prévention des accidents majeurs dans le cadre du réexamen quinquennal de son étude de dangers (objet de constats de la part de l'inspection au point 6 du présent rapport).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/01/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Incompatibilité des produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/07/2023
Prescription contrôlée : <p>Au regard de l'article 1er et conformément à l'article L.171-8-I du code de l'environnement, l'exploitant prend les mesures conservatoires nécessaires suivantes tant que l'exploitation des bâtiments P2, P3, P4 et P5 perdure, ce jusqu'à la régularisation administrative :</p> <p>[...]</p> <p>- sous 3 mois, application des dispositions édictées aux articles 3.2, 7, 8, 12 et 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Pour rappel, l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précise que l'exploitant est tenu d'aménager le stockage de ses cellules de manière à supprimer tout risque d'incompatibilité, comme rappelé dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 janvier 2021 et lors des visites d'inspections des 23 décembre 2021, 30 mars 2022 et du 19 décembre 2022.</p> <p>Durant la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir achevé son travail de suivi informatique des incompatibilités se traduisant par un éloignement des produits dans les travées des bâtiments P3, P4 et P5, notamment grâce au renseignement des fiches de données de sécurité (FDS) dans l'outil informatique. L'exploitant a expliqué gérer ses cellules par client, aussi le choix n'a pas pu être retenu de séparer les produits incompatibles dans différentes bâtiments.</p> <p>Il a précisé avoir délimité dans ces bâtiments P3, P4 et P5 (soit l'intégralité de l'entrepôt classé sous la rubrique n°1510) plusieurs racks destinés aux produits par type « base », « inerte » et « acide » et dont le suivi est pleinement opérationnel. L'inspection a constaté lors de la visite cette séparation par pH, matérialisé par une signalétique visible et connu de tous aux dires de l'exploitant. Par ailleurs, celui-ci a expliqué que l'emplacement des produits étant défini informatiquement, les incompatibilités sont à présent pleinement gérées, le logiciel intégrant la contrainte du pH dans l'agencement des produits.</p> <p>Commentaire de l'inspection n° 2 : la conformité à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 était le dernier point de conformité en instance de levée avant la levée totale de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 janvier 2021. Suite à la visite d'inspection, objet du présent rapport, l'inspection des installations classées a constaté le travail accompli par l'exploitant menant à sa régularisation sur ce point. Aussi, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 janvier 2021.</p> <p>Demande n° 3 : les incompatibilités entre produits ne reposant pas uniquement sur les interactions acide/base, l'exploitant s'assurera avant le 31 janvier 2024 de ne pas être exposé à d'autres types d'incompatibilités dans son entrepôt.</p>

Enfin, si les incompatibilités acide/base semblent à présent correctement gérées pour le stockage, il convient également de s'assurer que les rétentions dédiées ne permettent pas aux produits incompatibles de se rencontrer.

Demande n° 4 : l'exploitant justifiera auprès de l'inspection des installations classées **avant le 31 janvier 2024** de sa conformité à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et notamment au point "*Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention*". Ce point sera abordé lors d'une prochaine visite d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau de détecteur et entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/04/2023
Prescription contrôlée : <p>Bâtiment P0 :</p> <p>Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs optiques en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.</p> <p>[...]</p> <p>Bâtiment P3/P4/P5 :</p> <p>Le bâtiment P3/P4/P5 est équipé d'un système de détection d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant. Ce système actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et déclenche le compartimentage des cellules sinistrées.</p>
Constats : <p>Durant la visite, le représentant de la société MAPROCHIM a expliqué à l'inspection des installations classées avoir changé de prestataire en juin 2023 pour ne retenir plus qu'un seul organisme agréé dédié au contrôle APSAD de ses équipements de détection incendie sur l'intégralité du site.</p> <p>Fin juillet, une pré-visite de vérification de la détection incendie et gaz a été menée. Durant la visite d'inspection, l'exploitant a précisé faire intervenir le 30 octobre 2023 son prestataire afin de mener à bien une vérification complète de ces équipements (Q7). Le 07 novembre, l'inspection est destinataire du nouveau contrat ainsi que du compte-rendu de maintenance préventive dans lequel il n'est fait mention d'aucune observation. Suite à ce contrôle, le prestataire a constaté le bon fonctionnement :</p> <ul style="list-style-type: none">- de 100 % des déclencheurs manuels,- de 50 % des détecteurs automatiques incendie,- du compartimentage,- des diffuseurs sonores,- de la commande de l'asservissement extinction à mousse. <p>L'inspection des installations classées note néanmoins dans le rapport l'absence de déclaration de l'installation au référentiel APSAD.</p> <p><u>Demande n° 5 :</u> l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées <u>avant le 31 décembre 2023</u> sa déclaration de conformité N7 au référentiel APSAD R7 conformément au référentiel qu'il a choisi.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Extinction automatique par haut foisonnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 14/10/2023
Prescription contrôlée : <p>Chaque cellule du bâtiment P0 est équipée d'une extinction automatique par haut foisonnement permettant de noyer la base d'une cellule en moins de 15 minutes par 240 m³ de mousse.</p> <p>Cette extinction automatique est une Mesure de Maîtrise des Risques et est donc conforme aux dispositions du chapitre 4.1 du titre 4 du présent arrêté.</p> <p>Le volume nécessaire d'émulseurs adaptés aux produits stockés est disponible dans un local incendie accessible par l'extérieur du bâtiment dans un conteneur unitaire de 2 m³.</p> <p>Une réserve d'eau de 40 m³ placée à l'extérieur du bâtiment et du local incendie permet la mise en œuvre des générateurs d'extinction.</p> <p>En plus des vérifications périodiques de l'installation dont les fréquences sont définies dans des référentiels techniques choisis par l'exploitant, ce dernier s'assure du bon fonctionnement des émulseurs à haut foisonnement en testant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• le fonctionnement des pompes [...] chaque semaine au moins pendant 20 minutes ;• le système d'extinction 1 fois tous les 10 ans en grandeur nature sur une cellule ; dans le cas où cet essai est impossible et dûment justifié, l'exploitant apportera à l'inspection des installations classées tous les éléments d'appréciation permettant de démontrer le bon fonctionnement des émulseurs à haut foisonnement.
Constats : <p>Non-conformité n° 1 : l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 avril 2023 prescrit un délai de 6 mois à la réalisation d'un test d'extinction par haut foisonnement grandeur nature d'une cellule du bâtiment P0 ou à la transmission d'un rapport justifiant de l'impossibilité d'un tel exercice. Au jour de la visite, l'exploitant a déclaré ne pas avoir réalisé d'exercice, ni avoir rédigé de rapport accompagné des documents N12 et Q12 ou équivalent.</p> <p>Interrogé sur le sujet postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré retenir la date du vendredi 22 décembre 2023 pour procéder à l'essai réel d'envahissement en mousse d'une cellule, cette date offrant l'avantage de minimiser les conséquences sur son activité et la possibilité de nettoyer sur un week-end les résidus de mousse.</p> <p>Le 03 novembre 2023, l'exploitant a procédé en compagnie de son prestataire à une mesure de concentration en émulseur à partir de l'équipement du site, première étape dans son plan d'action visant à la mise en conformité de l'installation d'extinction automatique. Dans le cadre de cet essai, un tuyau souple a été raccordé en sorti d'installation à une cuve de semi-remorque ADR afin de recueillir la mousse générée.</p> <p>L'objectif était alors de procéder à une analyse de concentration en émulseur par des essais du proportionneur (2 mesures à 800 et 1 600 litres/minute) et l'établissement de la courbe étalon avec l'émulseur et l'eau du site.</p>

Non-conformité n° 2 : par courrier électronique du 16 novembre 2023, l'inspection des installations classées a été destinataire du rapport d'essai de l'exercice susmentionné dont les conclusions font état de concentrations obtenues aux débits relevés non conformes à la norme NF EN 13565-1 de juin 2004, soit des concentrations lues de 1,4 % et 2,5 % en lieu et place des 6 % à 7 % attendues. **L'inspection des installations classées constate dès lors que le système d'extinction automatique par haut foisonnement est incapable d'atteindre les performances décrites dans l'étude de dangers et donc susceptible de ne pas éteindre un départ d'incendie.**

Ce rapport d'essai indique que ces concentrations inférieures à celles attendues seraient liées au mauvais positionnement du proportionneur sur la ligne d'aspiration de la pompe. Le rapport indique que le proportionneur étant malgré tout en charge gravitaire, il passe un peu d'émulseur mais a une concentration inférieure à la normale.

Commentaire de l'inspection n° 2 : devant l'urgence à agir, **l'inspection des installations classées a proposé le 20 novembre 2023 à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un arrêté préfectoral de mesures d'urgence dont la notification à l'exploitant a eu lieu le 21 novembre 2023.** Cet arrêté prescrit en attendant que le système d'extinction automatique soit à nouveau opérationnel :

- l'interdiction d'apport de nouvelles marchandises dans les cellules du bâtiment P0,
- la présence 24 h/24 d'un binôme d'équipiers formé à la manipulation des extincteurs et des robinets d'incendie armés (RIA) à l'intérieur des cellules concernées,
- l'attache du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) pour définir les moyens d'extinction complémentaires à mettre en œuvre,
- le stationnement systématique des chariots (hors utilisation) sur des zones de stationnements dédiées et éloignées de plus de 2 mètres du stockage de matières combustibles.

Suite à la signature de l'arrêté de mesures d'urgence, l'exploitant a fait intervenir la société AXIMA pour déplacer le proportionneur afin de réaliser un test d'envahissement le 1^{er} décembre 2023. Le protocole d'essai a été transmis à l'inspection le 30 novembre 2023.

Commentaire de l'inspection n° 3 : L'inspection a assisté à cet essai dont les conclusions font l'objet d'un rapport distinct.

Non-conformité n° 3 : L'arrêté de mise en demeure du 14 avril 2023 demandait également de produire sous 3 mois un contrôle de l'extinction automatique par haut foisonnement des cellules du bâtiment P0 conformément aux référentiels reconnus. **Or, le rapport de vérification semestrielle réalisé par la société UXELLO en date du 28/07/2023 et transmis à l'inspection le 16/11/2023 n'a pas été réalisé selon un référentiel reconnu, ce qui constitue un non-respect de la mise en demeure.**

Commentaire de l'inspection n°4 : En conséquence, **l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime d'imposer une astreinte administrative journalière en vue de s'assurer que l'exploitant procède rapidement à la mise en conformité de son installation.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Mesures d'urgence

Proposition de délais : 5 mois

N° 6 : Étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.2 de l'annexe non publiable
Thème(s) : Risques accidentels, Notice de réexamen
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements, l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans son étude de dangers. La date de remise de la notice de réexamen de cette étude est le 01/06/23. La notice de réexamen de l'étude de dangers est ensuite réalisée tous les 5 ans à partir de la date stipulée ci-dessus. Cette notice est anticipée en cas de modification des installations, d'évolutions réglementaires ou de mise à jour de dangers non prises en compte. Cette étude est conforme aux dispositions de la réglementation en vigueur et suivre utilement l'avis ministériel en vigueur relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut.
Constats : <u>Non-conformité n° 3</u> : au jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le réexamen quinquennal de son étude de dangers à l'inspection des installations classées, fixée au 1er juin 2023 par l'arrêté préfectoral du 12 avril 2022. À ce sujet, l'exploitant a fait valoir sa bonne foi auprès de l'inspection des installations classées quant à l'échéance de rendu du réexamen qu'il estimait être pour juin 2024. En effet, le délai de 5 ans pour le réexamen de l'EDD démarre à compter de la date du dernier complément significatif remis par l'exploitant, hors le dernier complément du précédent réexamen date de juin 2019, soit 4 ans avant l'échéance fixée à juin 2023. Interrogé sur le sujet, l'exploitant a expliqué à l'inspection avoir budgété la réalisation de ce livrable en lien avec son bureau d'étude pour 2024, le plan de charge du bureau d'étude ne permettant pas la transmission du document avant juin 2024. <u>Demande n° 7</u> : à la lumière des éléments ci-avant rappelés, l'inspection des installations classées fixe la nouvelle échéance de remise de la notice de réexamen de l'étude de dangers (EDD) MAPROCHIM NORMANDIE global site au 30 juin 2024 dernier délai.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet